

**Séance ordinaire du
mardi 30 novembre 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD.

Absents / Excusés :

Bernard TRAVIER, Luc ALBERNHE.

**Délégation de service public - Crèche Henri Salvador - Rapport annuel du
déléataire relatif à l'exercice 2020 - Examen**

Madame Taslime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société « *Les Petits Chaperons Rouges – LPCR Collectivités Publiques SAS* » l'exploitation du service public de la crèche Henri-Salvador par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 5 ans et 7 mois à compter du 1^{er} janvier 2018.

Conformément à l'article 3.1.2 du contrat de délégation, le délégataire a créé « *LPCR DSP Montpellier SARL* » qui est une société dédiée dont l'objet social est exclusivement réservé à l'exécution dudit contrat. Par délibération du 3 mai 2018, le Conseil municipal a approuvé la cession de convention de délégation de service public concernant l'exploitation de la crèche Henri-Salvador vers la société « *LPCR DSP Montpellier SARL* ».

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport doit être examiné par la Commission Consultative des Service Public

Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire au titre de l'exercice 2020

A cet effet, le rapport annuel du délégataire (RAD) relatif à la DSP Crèche Henri-Salvador portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 26 juillet 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Monsieur Michel ASLANIAN en date du 18 novembre 2021 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE en date du 15 novembre 2021.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial. L'exploitation inclut également la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, réalisation et distribution des repas.

La délégation a débuté au 01 janvier 2018 et se terminera au 31 juillet 2023, soit une durée d'exploitation de 5 ans et 7 mois. L'année 2020 est donc la troisième année de délégation.

Les locaux se situent dans le quartier des Arceaux de Montpellier. La capacité de la crèche est de 101 places, dont 89 places en accueil collectif et 12 places en accueil familial. Il s'agit d'une crèche de garde qui a par ailleurs une obligation d'ouverture au mois d'août avec l'impératif d'accueillir temporairement des enfants des autres établissements municipaux fermés pendant cette période. Elle a également intégré en début 2018 les enfants de l'ancienne crèche municipale Sophie-Lagrange, qui est désormais fermée.

La participation de la Ville de Montpellier a été fixée dans le contrat de délégation, à hauteur de 0,873 € par heure facturée.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

1) L'activité

Dans un contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, conformément aux directives gouvernementales, la crèche Henri-Salvador a été dans l'obligation de suspendre l'accueil des enfants du 16 mars au 10 mai 2020 puis de limiter l'accueil à 10 enfants par section du 11 mai au 19 juin 2020 inclus.

Cette situation inédite a par conséquent fortement impacté l'activité du gestionnaire. Ainsi, pour le multi-accueil collectif, le taux d'occupation en heures réalisées est de 62,32%, soit 7,68 points de moins par rapport à 2019, et le taux d'occupation en heures facturées est de 71,02%, soit 10,08 points de moins par rapport à 2019. Le taux de facturation (ratio heures facturées/heures réalisées) de 114% reste, malgré le contexte, satisfaisant.

Afin d'encourager la mixité sociale, le délégataire doit favoriser autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée de présence inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2020, la moyenne annuelle du taux de contrats à temps partiel réalisé par le délégataire est de 28,20%. Ce taux est inférieur aux 40% contractuellement prévus mais cet écart non

négligeable est en grande partie lié aux contraintes et aux modalités d'accueil imposées au gestionnaire pendant cette période de crise sanitaire.

Pour le multi-accueil familial, le contrat de délégation de service public prévoit l'ouverture de 12 places en accueil familial sur des horaires élargis (6h-20h). Après des difficultés de recrutement d'assistantes maternelles les premières années (seulement 2 places ouvertes), en 2020, le délégataire a recruté 4 nouvelles assistantes maternelles et a ainsi pu ouvrir 9 places supplémentaires, soit un total de 11 places.

2) La qualité du service public

a) Encadrement

L'accueil est assuré par 29,6 professionnels (équivalents temps plein - ETP), avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 54,54 %, ce qui est satisfaisant au regard du contrat et de la réglementation. Pour rappel, le décret du 7 juin 2010 impose un taux minimum de 40 %.

En complément de l'équipe de professionnels affectés de manière permanente à la crèche, viennent s'ajouter deux vacataires, un pédiatre et un psychologue.

b) Communication en période de crise sanitaire

Pendant la période de fermeture de la crèche, le délégataire a mis en place plusieurs actions pour maintenir le lien avec les familles : communications régulières par mail et SMS, mise en place d'une Foire Aux Questions (FAQ) pour rassurer et répondre aux nombreuses sollicitations des familles, publications via une application dédiée d'informations et d'articles sur la parentalité ainsi que des idées d'activités à réaliser avec les enfants à la maison.

En parallèle, des actions ont également été menées à destination du personnel de la structure afin de les accompagner dans la mise en place des protocoles sanitaires : création d'un guide à destination des responsables d'établissement pour préparer la réouverture, mise en place de formations et d'un FAQ.

c) Offre d'équipement et projet pédagogique

L'offre d'équipement est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier.

Dans la continuité de l'année précédente, le focus pédagogique porté par la crèche s'est porté sur le langage. Ainsi, pour accompagner l'enfant dans l'acquisition du langage, il lui est proposé quotidiennement des temps d'échange, de comptines et de lecture (partenariat avec la médiathèque).

En parallèle, des ateliers sont proposés quotidiennement aux enfants pour leur permettre d'acquérir de nouvelles connaissances, de développer leurs sens et leur motricité.

De plus, dans une ambiance « zen », la salle snoezelen permet aux enfants d'explorer en petits groupes les différentes propositions sensorielles mises à disposition. Cette année, compte tenu des restrictions sanitaires, cet espace n'a pas pu être mis à disposition des parents pour leur proposer de partager un temps de découverte et de bien-être avec leur enfant comme cela se pratiquait les années précédentes.

d) Activités périodiques et temps forts

Des ateliers découvertes autour d'activités diverses sont proposés tout au long de l'année aux enfants : découverte des livres, éveil musical, réalisation d'un potager, éveil au goût, éveil sensoriel, proposition de jeux d'eau, etc.

En 2020, compte tenu des restrictions sanitaires, un seul temps festif a pu être proposé sur l'année : la fête de l'hiver avec la venue d'une compagnie théâtrale qui proposait le spectacle « *Un nouveau renne pour Noël* », suivi d'un temps de convivialité autour d'un goûter.

e) Enquêtes de satisfaction

Deux enquêtes de satisfaction ont été réalisées en 2020 par le délégataire, afin de connaître les attentes des familles et de recueillir leurs avis sur l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place. En juin 2020, la satisfaction globale des parents est de 9,03/10 (taux de participation de 31,4%). En octobre 2020, la satisfaction globale des parents est de 9,14/10 (taux de participation de 66%).

3) La grille tarifaire

a) Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF). Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année. Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux de participation familiale x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

b) Taux applicables pour 2020

Taux applicables du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

| ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE et FAMILIALE (prix par enfant / heure) | Taux de participation familiale | Tarifs plancher 2020 | Tarif plafond 2020 |
|--|--|---------------------------------|-------------------------------|
| 1 enfant | 0,0610 % | 0,43 € | 3,42 € |
| 2 enfants | 0,0508 % | 0,36 € | 2,84 € |
| 3 enfants | 0,0406 % | 0,29 € | 2,27 € |
| 4 à 7 enfants | 0,0305 % | 0,22 € | 1,71 € |
| 8 enfants et au-delà | 0,0203 % | 0,14€ | 1,14 € |

| | |
|---------------------------------|-----------------|
| Ressources plancher 2020 | 705,27 € |
| Ressources plafond 2020 | 5 600 € |

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le rapport annuel du délégataire 2020 présente un bénéfice de 59 K €, une première depuis le début du contrat de DSP. Le résultat net s'améliore de 106 K € par rapport à l'année 2019. Il comprend un résultat d'exploitation devenu bénéficiaire de 44 K €, en hausse de +121 K € par rapport à 2019.

Les produits d'exploitation augmentent de 119 K € (+11%) pour s'établir à 1 231 K € et se composent à 46% de participations de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) (pour 560 K €), à 22% de participations des familles (pour 274 K €), à 11% d'aide exceptionnelle de la CAF dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19 (pour 141 K €), à 11% de participations de la Ville de Montpellier (pour 138 K €) et à 10% de fonds de rééquilibrage territorial de la CAF (pour 117 K €).

Sur l'exercice 2020, le financement de la CAF représente donc au total 67% des produits d'exploitation. En effet, en contrepartie des effets de la pandémie de la Covid-19 qui a conduit à la baisse de 137 K € du chiffre d'affaires (soit -12%), la structure a perçu 141 K € d'aides exceptionnelles de la CAF pour faire face à la crise sanitaire. En plus de cela, la CAF a versé le fonds de rééquilibrage territorial au titre des années 2018 et 2019 (pour 117 K €), qui est un dispositif pour le développement de nouvelles solutions d'accueil sur les territoires prioritaires.

Les charges d'exploitation de 1 187 K € se composent à 65% de charges de personnel (pour 772 K €), à 11% de frais de siège (pour 132 K €), à 10% de frais d'alimentation des enfants (pour 115 K €) et à 15% de diverses charges (impôts, taxes, eau, entretien, maintenance, etc. pour 167 K €). Les charges diminuent de 2 K € par rapport à l'exercice 2019 (soit -0,2%). Les frais de personnel comprennent 87 K € de chômage partiel, qui a été compensé par la hausse de l'effectif temps plein de +4, dont un ETP pour l'accueil collectif et 3 assistantes maternelles pour l'accueil familial.

A la suite du contrôle par le délégant, certaines erreurs ou omissions comptables constatées sur l'exercice 2020 ont fait l'objet d'une communication au délégataire ; ces éléments impacteraient l'exercice avec une hausse des charges de 14 K €, ainsi que des produits de 59 K €. L'impact total de ces erreurs sur les comptes 2020 auraient engendré un bénéfice retraité s'affichant à hauteur de 104 K €.

Malgré un exercice excédentaire, le délégataire présente une solvabilité toujours fragile au 31/12/2020. Néanmoins, la société « *LPCR DSP Montpellier* » dispose du soutien de son groupe sociétés « *Grandir* », dont la santé financière est satisfaisante. Par ailleurs, le résultat reste toutefois sans impact financier pour le délégant qu'est la Ville de Montpellier, la DSP étant réalisée aux risques et périls du délégataire.

Il n'y a aucune obligation en matière de politique d'investissement. Le contrat impose au délégataire une provision pour gros entretiens et renouvellements (GER) de 2 K € HT par an, dont la comptabilisation a été omise depuis le début du contrat. Le délégataire affirme que le GER sera consommé entièrement d'ici la fin du contrat. Ce point sera suivi par les services de La Ville.

IV) Conclusion et perspectives

Le recrutement de 4 nouvelles assistantes maternelles a permis, en 2020, d'ouvrir 9 places d'accueil familial supplémentaires, cependant de nouveaux recrutements restent à prévoir afin d'atteindre les 12 places prévues au contrat. Le taux de contrats d'accueil à temps partiel est également à améliorer.

La qualité de service est satisfaisante : le taux d'encadrement des enfants est respecté, la rotation du personnel diminue et les parents ont exprimé une bonne satisfaction globale de la crèche.

L'activité devient bénéficiaire pour la première fois, malgré les impacts de la crise sanitaire en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de services public au titre de l'exercice 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

**Fait à Montpellier, le 8 décembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20211130-173657-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/12/21
Réception en Préfecture : 08/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.